

Notre pays va-t-il continuer à être menacé par ce mal économique, par cette dette suspendue sur nos têtes? Allons-nous être le seul pays au monde à ne rien épargner pour l'avenir? Allons-nous nous contenter de dépenser au jour le jour notre patrimoine sans rien mettre de côté pour faire face aux jours sombres de l'avenir? C'est injuste pour la postérité, et plus encore pour nous-mêmes; c'est injuste pour les contribuables du pays de percevoir d'eux annuellement des sommes d'argent de plus en plus considérables sans rien mettre de côté pour l'extinction de notre dette nationale. La somme qu'il faudrait consacrer n'est pas considérable. Je puis dire que si la gauche prenait les rênes du pouvoir, nous n'hésiterions pas un instant à créer un fonds d'amortissement pour le paiement de notre dette nationale.

On a déjà dit qu'aucun gouvernement n'est défait parce qu'il gaspille. Peut-être. Il est possible de corrompre le peuple avec ses propres revenus, de lui enseigner que tout ce qu'il y a à faire est de dépenser largement leurs impôts parmi eux, et si vous réussissez, quel effet cela aura-t-il sur la nation? C'est comme les remarques que le ministre de l'Agriculture (l'hon. M. Motherwell) a faites hier. Il s'est efforcé, dans des termes vagues et imprécis, de calomnier des hommes, aujourd'hui décédés, au sujet du choix de Port-Nelson; il n'a pas eu le courage de porter des accusations précises dans cette Chambre. C'est le très hon. George P. Graham lui-même qui a choisi Port-Nelson, comme il l'a dit à la Chambre lorsque cette question a été discutée. Il a dit qu'elle avait été réglée avant que le Gouvernement dont il faisait partie fût défait. Je l'ai lu hier dans les *Débats* que j'avais sous la main. Il a déclaré que sur le rapport des ingénieurs le Gouvernement avait pris une décision au sujet de Port-Nelson. Il est vrai que M. Cochrane est mort et que M. Bowden, l'ingénieur, l'est aussi, mais c'est sur le rapport de cet ingénieur et d'autres que Port-Nelson fut choisi comme terminus. Il est ridicule de parler de gaspillage et de pertes dans ce cas, alors que M. Cochrane et les autres se fiaient aux rapports de ceux qui étaient le plus capables de renseigner le Gouvernement. Il est de mauvais goût de la part du ministre de flétrir la mémoire d'hommes que nous appelions nos amis. Il est indigne et contraire aux traditions de la vie parlementaire que le ministre donne à supposer que ces hommes ont pris part à des transactions véreuses.

Monsieur l'Orateur, ayant touché à la question de la dette publique et voyant les propositions budgétaires du ministre des Finances, je me demande où il va trouver les fonds

[L'hon. M. Bennett.]

nécessaires au service public. Il lui faudra naturellement recourir à l'impôt. A quelle forme d'impôt s'arrêtera-t-il? Il nous a dit compter sur l'impôt du revenu, la taxe des ventes et les autres impôts de même nature, ainsi que sur les droits de douane. Grâce à ces méthodes, il obtiendra l'argent nécessaire à l'administration des affaires publiques.

Avant d'aborder la question du tarif, je me permettrai quelques mots au sujet de l'impôt sur le revenu. Cet impôt a subi un échec colossal ou bien la situation a beaucoup changé depuis qu'il a été institué. Pendant l'année financière terminée le 31 mars 1927, 116,629 particuliers ont payé l'impôt sur le revenu et ont enrichi le trésor de 18 millions. La *Gazette du Canada* nous apprend que, cette année, l'impôt sur le revenu a rapporté jusqu'à présent 55 millions alors que l'an dernier il n'avait donné que 46 millions; la plus grande partie en est payée par les compagnies commerciales, dont les contributions se sont élevées l'an dernier à 29 millions. D'après les remarques faites l'autre jour par le ministre des Finances, les particuliers vont payer cette année à peu près la même somme que l'an dernier, soit plus de 18 millions. Quand Pitt inaugura l'impôt sur le revenu en Grande-Bretagne, il déclara catégoriquement que c'était là une mesure de guerre. M. Gladstone, dans l'un des magnifiques discours qui ont fait sa réputation comme chancelier de l'Echiquier, exprima son espoir de voir arriver bientôt la fin de la guerre et la conclusion de la paix, parce qu'alors on abolirait complètement l'impôt sur le revenu qu'il considérait injuste, dans les conditions où l'on se trouvait à ce moment-là.

Le ministre des Finances a augmenté l'impôt sur le revenu, il y a deux ans, en faisant disparaître l'exemption de la taxe normale sur les dividendes payés par les compagnies canadiennes. Ayant alourdi le fardeau par ce double impôt, il le réduisit ensuite l'an dernier de 10 p. 100 et, cette année encore, il propose de le réduire d'un autre 10 p. 100, soit une diminution totale de 20 p. 100. Mais cette diminution de 20 p. 100 compense à peine ce qu'il avait ajouté au fardeau des contribuables. L'honorable député de Lisgar (M. Brown) a dit l'autre soir que cette question du double impôt ne l'intéresse pas beaucoup. Il a la réputation d'être un homme juste. Je vais lui expliquer la situation. Il possède une ferme et quand il vend son blé il fait, disons, un profit de \$1,000. Le percepteur de l'impôt touche alors 5 p. 100 du chiffre de la vente, soit \$50. L'honorable député dépose ensuite ses \$950 à la banque, mais le percepteur des impôts ayant décou-